

Jusqu'à soixante-cinq ans, j'ai partagé mes activités entre la pratique hospitalière, l'enseignement universitaire et les deux demi-journées de pratique privée.

Pendant toutes ces années, j'ai assisté, dans mon pays comme dans toutes les nations industrialisées, à une incroyable et profonde transformation de la pratique médicale. Liée au développement extraordinaire des moyens de diagnostic et des techniques chirurgicales, elle a entraîné une mainmise de l'industrie sur un domaine devenu, dans les pays à niveau de vie élevé, une source d'énormes profits.

Les conséquences en sont multiples et complexes.

Je me souviens particulièrement du bouleversement lié à l'introduction dans les hôpitaux des « unités coronaires » destinées à hospitaliser les patients souffrant d'un accident coronarien aigu et à suivre en temps réel

leur évolution cardiaque. Des appareillages de surveillance complexes et onéreux étaient nécessaires. La promotion de ces équipements fut extraordinairement efficace et ils se retrouvèrent rapidement dans tous les établissements de soins. Leur utilité médicale est incontestable mais on ne peut ignorer une réflexion sur la disproportion criante entre le coût énorme de cette révolution réalisée en un temps record dans tous les pays industrialisés et celui de moyens beaucoup moins onéreux et moins spectaculaires et pourtant indispensables pour combattre les fléaux qui accablent des populations entières, moyens qui, eux, restent toujours en attente...

Ce constat isolé m'a inspiré, dès cette époque, un questionnement plus large sur le fonctionnement de notre système économique et a induit chez moi une méfiance vis-à-vis des évidences véhiculées par la presse, les médias et les autorités officielles.

Les médecins d'aujourd'hui ne connaissent plus les difficultés que j'ai décrites au début de ces réflexions : tout est à leur disposition – des connaissances approfondies, des médicaments avec leurs indications et leurs effets dits « secondaires », des hôpitaux avec leurs chirurgiens et leurs équipements sophistiqués. C'est heureux. Mais pourquoi notre société, qui se préoccupe tellement de prolonger la vie de ses membres, est-elle incapable d'en assumer les conséquences et de

mettre en place ce qui est nécessaire pour que les vieillards qu'elle crée puissent terminer leur vie dans des conditions décentes, quelles que soient leurs ressources ? Pourquoi, dans une société si riche où abondent les réalisations et les prouesses technologiques les plus sophistiquées, les plus chères et parfois les plus ridiculement inutiles, les moyens manquent-ils pour donner à notre jeunesse une éducation qui les armerait contre les influences désastreuses d'une gigantesque industrie du divertissement qui pervertit tout ?

Quand des intérêts mercantiles démesurés sont en jeu, le doute sur ce qui est présenté comme essentiel est impératif. Je crains qu'il se soit peu à peu dissout dans le fatras publicitaire d'aujourd'hui.

La grève des médecins de 1964 reste un épisode pénible de ma vie de médecin, et je préfère ne pas l'évoquer. J'avais refusé d'en appliquer les mots d'ordre et j'en ai mal vécu les excès, sans parler de certains actes isolés irresponsables !... Quand on entend comment sont qualifiés les désagréments plutôt mineurs causés par les grèves des cheminots et qu'on se souvient de certains épisodes de 1964, on ne peut s'empêcher de ressentir un sentiment de gêne, ou même de honte...

Après ma mise à la retraite en 1989, j'ai poursuivi pendant quinze ans encore mon métier de médecin cardiologue mais uniquement en cabinet de consultation.

En 1990, un débat virulent sur la question de l'euthanasie s'engagea dans notre pays. Aux Pays-Bas, elle était pratiquée depuis plusieurs années, avec des règles de « bonne pratique médicale », par une technique assurant une fin de vie en quelques minutes de sommeil profond mise au point en 1995 par un anesthésiste hollandais³.

Le combat pour autoriser cet acte eut le soutien de nombreuses personnalités du monde universitaire, artistique et politique. Le contexte politique belge était

³Admiraal P.V., *Toepassing van Euthanatica*. Ned. Tijdschr. Geneeskd, 1995 ; 139 (6) : 265-8.

exceptionnellement favorable : les élections législatives venaient de porter au pouvoir une coalition sans le parti social-chrétien, fermement opposé à une telle loi. Avec mon ami le docteur Yvon Kenis, cancérologue à l'Institut Bordet, j'ai milité vigoureusement par mes écrits et mes conférences en faveur d'une législation qui dépénaliserait l'euthanasie médicale. J'ai polémique avec les défenseurs de l'obligation de la « mort naturelle », les hypocrites qui se retranchent derrière de prétendus impératifs divins, les tenants du paternalisme médical qui n'acceptent pas qu'un patient puisse intervenir dans son traitement et avoir l'audace de faire une demande qui concerne pourtant sa vie.

La loi fut finalement votée en 2002 et, actuellement, près de 2 % des décès dans notre pays sont des euthanasies légales.

Dans ce contexte, une leçon donnée dans notre université à la fin du siècle dernier m'est toujours restée à l'esprit. Le professeur Schwartzberg, un cancérologue français dont les prises de position lui valurent l'opprobre des autorités médicales de son pays, y rappelait que lorsqu'une affection est curable, il est légitime de tout faire pour la guérir mais que, lorsqu'elle est incurable, le premier souci du médecin doit être de veiller à ne pas ajouter aux souffrances de la maladie celles d'un traitement, d'éviter au patient une fin de vie en grande souffrance et de respecter ses volontés. Cela peut paraître évident mais reste toujours actuel...

J'ai ensuite siégé pendant douze ans à la commission fédérale de contrôle chargée de vérifier le respect de la loi par les médecins ayant pratiqué et déclaré une euthanasie et j'ai pu constater le sérieux avec lequel les euthanasies étaient pratiquées dans notre pays. J'ai participé à la rédaction des six premiers rapports bisannuels de cette commission. Par des publications ou des réponses directement adressés à leurs auteurs, j'ai vigoureusement défendu notre corps médical contre les attaques injustifiées et parfois diffamatoires d'une certaine presse étrangère et de certains milieux médicaux étrangers, attaques relayant souvent, sous le couvert d'organismes indépendants, les positions de la hiérarchie vaticane.

Membre pendant près de dix ans du conseil d'administration de l'Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité (ADMD), j'y ai assuré la responsabilité tant des publications destinées au public que des informations données aux médecins qui s'adressaient à elle.

J'arrive au terme de ma vie et je m'interroge sur la manière dont j'ai rempli mes multiples rôles de médecin, d'enseignant et de responsable d'un service hospitalier. Ai-je été pour les malades qui se confiaient à moi le soutien qu'ils attendaient ? Ai-je transmis aux étudiants qui m'écoutaient, outre les informations médicales, celles plus complexes qui concernent l'attitude humaine qu'on peut attendre de celui à qui on confie sa santé et parfois sa vie ? Ai-je dans mes fonctions de responsable hospitalier transmis à ceux qui travaillaient à mes côtés le regard large sur le monde et son fonctionnement que j'estime indispensable à l'exercice d'une médecine humaine ? Ai-je réussi, pour ce qui concerne ma vie professionnelle, à démentir au moins partiellement le magnifique vers d'Aragon « *Le temps d'apprendre à vivre il est déjà trop tard* » ?

Je regarde avec inquiétude et tristesse le monde que je vais quitter.

J'y vois les vieux démons du racisme, du fanatisme et de l'intolérance qui ont resurgi. Selon l'expression de Bertolt Brecht faisant allusion aux origines du nazisme, j'y vois que « *le ventre de la bête immonde est toujours fécond* ». J'y vois la menace d'une nouvelle catastrophe nucléaire qu'on pensait avoir éliminée...

Les rêves généreux de ma jeunesse se sont évanouis. Celui de la fin de l'exploitation des pauvres par les riches. Celui de la liberté, de l'égalité, de la fraternité entre tous. Celui du respect des différences. Celui de la raison maîtrisant les instincts. Celui d'un monde où « *le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous* ».

Dans un film documentaire qui lui fut consacré à la veille de sa mort, le célèbre et merveilleux architecte brésilien Oscar Niemeyer, qui a construit notamment la ville de Brasilia, a cette réflexion : « *Dans ma jeunesse, les pauvres n'aimaient pas les riches. Aujourd'hui, les riches n'aiment pas les pauvres...* » Que d'amertume dans ces quelques mots...